

> « On nous tue et on ne nous considère pas »...

...disait sur RMC Mohamed, cousin d'une des victimes. Ce mois-ci, 3 accidents de la route ont impliqué des voitures de police : à Aulnay sous bois, deux jeunes pourchassés et grièvement blessés ; à Colombes, une femme et son enfant hospitalisés après avoir été percutés ; et le pire du pire, à Villiers le bel, deux ados morts à la suite d'un heurt. Dans ces trois cas, la police des police (IGPN) a été saisie pour enquêter. L'expérience du réseau a montré que ces enquêtes mettront certainement et comme toujours hors de cause les policiers. En réalité, deux versions s'affrontent et se contredisent mais nous savons déjà quelle est celle qui sera retenue.

Dans celle des policiers, des mass médias et de ceux qui les croient, les femmes et leurs enfants « surgissent » sur la chaussée, les voitures de police circulent toujours lentement, les adolescents qu'ils poursuivent ou rencontrent sont toujours des délinquants potentiels (voleurs ou motards sans casque sur des motos illégales), les policiers finissent toujours par devenir les victimes.

Mais il y a toujours une autre version, celle qui circule grâce aux témoins et à la « rumeur », celle qu'on méprise et qu'on ignore alors qu'en son nom des gens sont prêts à tout (marches silencieuses comme « émeutes ») pour faire entendre leurs questions. Pour parler de Villiers-le-bel : « Pourquoi n'ont-ils pas dit qu'ils roulaient vite ? Pourquoi n'ont-ils pas dit qu'ils ont déplacé la moto ? Pourquoi ont-ils dit que des jeunes ont défoncé la voiture avec des barres de fer alors que la zone a été protégée par les habitants pendant des heures ? Pourquoi ont-ils déserté les lieux pour ne plus y revenir ? Pourquoi n'ont-ils pas informé les familles d'où se trouvaient les corps des ados ? Pourquoi font-ils croire que l'incident s'est déroulé dans un quartier chaud et menaçant alors qu'il s'agit d'une zone tout à fait calme ? Pourquoi n'ont-ils pas dit que la moto avait déjà été contrôlée deux fois dans la journée et qu'un des deux policiers avait menacé l'un des ados de l'"écraser" s'il le croisait à nouveau ?... »

> Faudrait-il encaisser encore les coups ?

« La meilleure des polices, c'est quand les pauvres savent rester à leur place, sans besoin de les matraquer, de leur coudre la mâchoire, ou de les mettre au cachot. » le groupe de rap *La Rumeur*

Novembre 2007, la grève est là, dans le métro les flics régulent la foule. Manifestation de la fonction publique, dans le cortège les bleus défilent sous la bannière des syndicats, UNSA Police, FO, CGT... sur une banderole on peut lire « CRS au service du peuple ». L'omniprésence policière, la normalisation des systèmes de contrôles (passe Navigo, puce RFID)... l'autorité de l'État ne s'exerce pas uniquement quand la matraque s'abat, quand le coup de feu atteint la cible, quand le juge condamne ou quand la taule referme ses portes.

La violence policière est la partie visible d'une société inégalitaire qui en même temps qu'elle exploite, réprime tout signe de révolte. La banalisation de la présence policière (même la plus improbable) montre que le contrôle sait s'intérioriser. Les bleus envahissent notre vie quotidienne, la transformant et nous transformant par la même occasion, si on s'y habite, si on l'accepte. Que les pauvres restent tranquilles, qu'ils subissent sans broncher la misère de la vie qui leur est réservée, sans avoir à sortir la matraque... dans cette logique la meilleure des polices serait celle qu'il voudrait voir en nous. Flics violents ou gentils, en nous, autour de nous, avec nous, on n'en veux pas !

<http://resistons.lautre.net/>

informations pratiques juridiques sur le délit d'outrage, l'aide juridictionnelle, les contrôles d'identité, réflexions, témoignages, mobilisations...

RESISTONS CONTRE LES VIOLENCE POLICIERES ET SECURITAIRES ENSEMBLE

Bulletin n°59 • décembre 2007

Recevoir ce bulletin par internet : resistons_ensemble@yahoo.com. Site internet : <http://resistons.lautre.net/>
Le réseau Resistons ensemble a été formé à la suite du Forum de Saint-Denis, le 26 mai 2002, au cours duquel s'étaient rencontrés des collectifs locaux (Lyon, Strasbourg, Rouen, Nantes, Draguignan, etc.) ainsi que des individus et une série d'organisations et d'associations, tous décidés à œuvrer contre les violences policières et sécuritaires. RE n'est donc pas une organisation politique. Son but est d'informer, de briser l'isolement des victimes des violences policières et sécuritaires et de contribuer à leur auto-organisation.

« Ce n'est pas de la violence, c'est de la rage qui s'exprime... »

« ...La vérité ou on va tous vous niquer ; on nous traite comme des bougnoules » ont lancé des jeunes de Villiers Le Bel. Sarkozy leur répond : « c'est de la voyoucratie ».

Contre les 50 % de chômage des 19-25 ans, contre les provocations et exactions policières constantes, contre le mépris et le racisme, comment exprimer sa rage autrement que par l'émeute et la révolte ? Voter ? Pour qui, quand droite comme gauche enferment et isolent les populations des quartiers populaires ? Pour qui, quand même l'extrême gauche ne fait pas une priorité du sort des habitants des quartiers populaires ? Cette révolte des couches les plus pauvres du prolétariat, les sans culottes d'aujourd'hui, signe l'échec de tous, des partis, des syndicats comme du « mouvement social » : les grèves, les manifestations pourtant justes et nécessaires pour les salaires, pour la Sécu, pour les retraites, contre la loi Pécresse sont à côté de la plaque si elles ne prennent pas en compte la révolte des quartiers populaires. Ce n'est pas la peine de se cacher les yeux, nous allons vers une situation de guerre civile et ce dans les pires conditions : les frontières de classes seront occultées. Si l'on laisse faire, ça ne sera pas les pauvres contre les riches, mais la soi-disant « racaille » contre les soi-disant « civilisés ». Un faux clivage imposé par les intérêts des possédants pour mieux nous diviser. C'est ce scénario qu'il nous appartient à tous de conjurer en faisant converger les moments de révolte séparés (cheminots, étudiants, jeunes des quartiers populaires...) en seule et même lutte.

> Villiers le bel : délation/citoyenneté vs. loi du silence/solidarité

L'Etat est sur les dents : ses flics doivent battre en retraite devant des gamins énervés, et il n'est même pas capable de trouver des coupables à châtier. Il faut dire qu'un flic du coin, qui avait « donné » l'identité de deux émeutiers, s'est vu signifier un peu rudement que les « balances » n'étaient pas les bienvenues dans le quartier. Alors, pour motiver un peu le « sens civique » des habitants, la police lance des appels à délation, discréption assurée, rémunération à la clé. Peine perdue, si l'on en croit la réaction des intéressés : « Les policiers nous prennent pour des personnes corrompues. » « L'Etat marche à l'argent. Ils ne voient pas ce que c'est que de perdre un être humain ».

> Campus, lycées, rue... REPRESSION!

Depuis un mois-et-demi que des étudiants, lycéens et autres s'opposent à la loi d'autonomie des universités et au gouvernement qui l'a engendrée, la réaction adverse est plus forte qu'au printemps 2006. D'un côté il y a la non-information ou la désinformation médiatique. Les communiqués fallacieux, le référendum à bulletin secret, la fermeture administrative de 3 ou 4 jours par les présidents de fac, qui casse la dynamique de lutte. L'association du gouvernement et des présidences avec l'UNI pour organiser les déblocages. De l'autre la répression étatique, par l'appel décomplexé à une flicaille à cran dès les premiers jours de blocage et d'occupation, sur les campus et dans la rue. Ainsi, à Nanterre, le matraquage de 50 étudiants bloquant le bâtiment de droit le 13 novembre. Le 26 à Tolbiac, la descente d'anti-bloqueurs suite à l'appel à débloquer du président de Paris 1 : après une violente baston les grévistes prennent le dessus, puis se font déloger par les gendarmes. À Nantes le 27 novembre, un garçon de 17 ans occupant le rectorat est grièvement blessé à l'œil par un tir de flashball, etc.

Les réponses sont multiples : manif anti-répression à Caen le 1^{er} novembre ; appel à blocage de supermarchés contre les poursuites de 11 personnes suite à une auto-réduction dans un Leader Price par des occupants de Lyon 2 le 28 novembre ; manif « contre l'Etat et ses flics » à Grenoble le 4 décembre ; rassemblements devant les comicos ; diffusion de conseils juridiques et pratiques, entre autres...

> CHRONIQUE DE L'ARBITRAIRE

«Le policier court, braque Azedine, et lui tire dessus»

Le 2 novembre au soir, à Bouissy-Saint-Antoine, Azedine rejoint des amis dans la résidence des Buissons. Une voiture stationne devant le parking, abandonnée par son propriétaire. Azedine y entre, éteint les feux, débloque le frein à main. Le véhicule glisse lentement. Deux flics de la BAC surgissent, l'un d'eux met un coup de crosse sur la vitre, Azedine apeuré prévient qu'il va sortir du véhicule. Sans aucun commentaire, le flic tire, une balle de P38 qui transperce la main du jeune homme avant de lui brûler la joue. Après 20h de garde à vue, Azedine sort libre, mais depuis la plainte de la famille, aucune nouvelle d'un début d'enquête...

Une vidéo des témoins directs : http://www.dailymotion.com/relevance/search/Azedine/video/x3g804_boussy-temoins-du-tir_politics

La famille et les proches d'Eric Blaise...

... mort dans des conditions plus que suspectes le 13 novembre 2005 au mitard de Fleury-Mérogis ont organisé un rassemblement devant la prison le 10 novembre pour exiger encore une fois que l'administration s'explique sur les réelles causes de ce décès, pour dire que pour lui, pour les autres, sa famille et ses proches veulent connaître la vérité. Contacts : envolee-radio@yahoo.fr

L'ONU condamne le Taser, la France en redemande !

« L'usage de ces armes [Taser x26] provoque une douleur aigüe, constituant une forme de torture, et que dans certains cas, il peut même causer la mort, ainsi que l'ont révélé des études fiables et des faits récents survenus dans la pratique » (extrait du rapport sur le Portugal du Comité contre la torture de l'ONU rendu le vendredi 23 novembre 2007).

En France alors que 3 000 policiers et gendarmes sont déjà équipés de cette arme, 1 200 autres Taser viennent d'être commandés, et 4 000 sont programmés.

Parallèlement, la Ministre de l'Intérieur projette d'autoriser les policiers municipaux de s'en équiper. Plus d'info sur www.raih.org

Témoignage important d'un riverain présent quelques minutes après la collision à Villiers-le-Bel : www.dailymotion.com/video/x3lw13_villiers-le-bel-le-temoin-genant_new

Témoignages sous «X» à Corbeil

Le 1^{er} octobre 2007 Mounir et Mehdi ont été condamnés à respectivement huit et six ans de prison, accusés d'avoir agressé en septembre 2006 deux CRS dans le quartier des Tarterêts à Corbeil-Essonnes (91). À l'issue d'un procès à charge reposant sur des appels à délation et témoignages «sous X», une manifestation a réuni le 10 novembre des habitants du quartier pour protester contre ces condamnations et pour demander une «justice équitable et loyale»

Manifestation pour Lamine Dieng

« Il y a cinq mois, Lamine DIENG trouvait la mort dans un fourgon de police du 20^e arrondissement dans des conditions obscures. Samedi 24 Novembre 2007, le Comité de soutien à la famille de Lamine a organisé une manifestation [...] pour exiger "Vérité et Justice pour Lamine". Cette marche pacifique a rassemblé de nombreuses personnes, jeunes, familles et habitants du quartier des Amandiers. À l'angle du boulevard de Ménilmontant et de la rue de Tlemcen, plusieurs voitures de police gyrophares et sirènes hurlantes sont arrivées avec une vitesse excessive et dangereuse pour la manifestation. Ceci a créé une tension. Cet incident pouvait être vécu comme une provocation policière. [...] Nous nous interrogeons sur le sens de cette intervention des policiers du 20^e arrondissement, à quelques minutes de la fin de la marche. »

Extrait du communiqué à lire sur coucxx.skyrock.com

Kébé Talibé est enfin libre !

Kébé Talibé, militant actif et délégué du Collectif de Montreuil pour les Droits des sans papiers, arrêté le 31 octobre à Bordeaux, placé en rétention, sous menace d'expulsion a été libéré après 32 jours de lutte acharnée qui ont fait pencher l'ambassade de Côte d'Ivoire du côté du refus de délivrance d'un laissez passer.

Entre autres mobilisations, les soutiens ont occupé la terrasse de la préfecture de Bobigny. 26 interpellés placés en garde-à-vue pour «manifestation illicite» ont pour l'occasion refusé de donner leur identité. Ils ont été relâchés sans poursuite.

> SUR LE VIF On a occupé la rue

Quartier des Amandiers, Paris 20^e.

« Au coin d'une rue, devant une porte d'entrée, un drap accroché aux fenêtres, l'électricité fournie par un voisin, il fait très froid, mais nous sommes très vite une centaine (habitant(e)s du quartier ou militant(e)s anti répression), sur le trottoir d'en face des jeunes du quartier sont là aussi, assis sur un rebord de fenêtre. D'abord ça ne marche pas, alors quelqu'un va chercher un autre lecteur chez lui, tout le monde attend patiemment malgré le froid. Enfin ça commence : films sur l'accusation d'outrage et rébellion, sur les Blacks Panthers, sur la résistance d'un quartier à Saint Denis. La projo finie, une cinquantaine de personnes va continuer la soirée au chaud sur l'invitation du comité, il y a surtout des militants mais pas seulement et la discussion dure plus d'une heure sur la violence policière et l'action du comité. Organisée avec des bouts de ficelle et l'énergie contagieuse des membres de ce comité, c'est une vraie réussite. »

> AGIR Le lundi 10 décembre au TGI de Paris...

 Suite au mouvement 2005 contre la loi Fillon, douze lycéenNES et un enseignant, David Prévot, sont toujours poursuiviEs en justice (l'affaire dite de « l'annexe »). Les mineurs comparaissaient le jeudi 22 novembre au TGI de Paris. Les avocats ayant plaidé la nullité de la procédure, leur procès a été reporté au 26 juin 2008. (www.sudeducation.org/article2256.html) Les majeurs comparaissent lundi 10 décembre à 13 heures au TGI de Paris (métro Cité). Un rassemblement de soutien s'y tiendra, sera également organisé un concert de soutien à La Paloma le samedi 8 décembre (<http://www.demosphere.eu/node/4760>).